

**Communiqué**

Gouvernance d'Air France-KLM :

La Hollande contre-attaque !

La FEETS-FO vient de prendre connaissance par voie de presse que le gouvernement Néerlandais a acquis une participation au sein du capital d'Air France-KLM de l'ordre de 12,68%. Cette prise de participation de l'Etat Néerlandais n'est qu'un début puisque l'objectif final est de faire monter cette part au niveau de l'Etat Français, soit 14,3%. Cette décision intervient après une période tumultueuse dans le cadre de la gouvernance du groupe et la réorganisation orchestrée par le nouveau Directeur Général d'Air France-KLM, Benjamin SMITH. Ce dernier ayant réussi le tour de force d'être nommé au sein du conseil de surveillance de KLM. Le but premier du gouvernement Néerlandais est de pouvoir influencer sur les futures décisions stratégiques dans le groupe et de préserver l'avenir de la compagnie nationale KLM.

Au sein de cette Europe libérale, où le désengagement étatique au profit du secteur privé et des lobbys s'érige au rang du dogme, il est plutôt rare d'être témoin de l'interventionnisme financier d'un Etat au sein d'une société privée. En outre, le groupe Air France-KLM qui n'avait pour l'instant qu'un seul Etat représenté dans son capital, l'Etat Français, va devoir s'organiser et décider avec un deuxième acteur majeur, l'Etat Néerlandais.

Ainsi, à l'heure où le gouvernement s'apprête à vendre au plus offrant Aéroports de Paris, entreprise stratégique pour le secteur du transport aérien, et ainsi se soumettre une énième fois au dogme néolibéral, la FEETS-FO réitère son opposition à ce projet de privatisation et exige du gouvernement Français le retrait de la loi PACTE (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises). Par ailleurs, il faut également rappeler que le gouvernement Macron avait, il y a peu, évoqué une éventuelle possibilité de désengagement de l'Etat de la compagnie nationale à moyen terme.

La FEETS-FO apporte son soutien aux syndicats Force Ouvrière d'Air France. L'Etat doit assumer pleinement son rôle au sein de la Compagnie Nationale. L'heure n'est pas à son désengagement, mais à son renforcement. La FEETS-FO rappelle l'urgence de mettre en œuvre des mesures concrètes permettant à Air France d'évoluer dans un contexte de concurrence loyale. La FEETS-FO somme l'Etat de renoncer au projet de privatisation d'ADP.

Paris, le 27 Février 2019

Pour tout contact:

Jean HEDOU, Secrétaire général : 06 85 12 74 46

Michaël DELLIS, Secrétaire fédéral : 06 30 63 99 81